

La contribution des jardins collectifs urbains à la lutte contre l'insécurité alimentaire
10e Colloque de la Relève VRM
INRS-UCS, Montréal
21-22 mai 2013
Payant-Hébert Renaud
Maîtrise
Études urbaines
Institut national de la recherche scientifique (INRS)
Gilles Sénécal
renaudpayant@gmail.com

Introduction

Outre les comptoirs alimentaires et les services d'urgence en alimentation, il existe plusieurs initiatives qui tentent de répondre localement aux problèmes de la faim et de la pauvreté. Selon Riches(2002), l'état a délégué ses responsabilités en matière de lutte à la pauvreté et de santé nutritionnelle vers les comptoirs alimentaires qui offrent une réponse inadéquate. Les comptoirs alimentaires auraient cependant permis d'éveiller la conscience publique face à l'insécurité alimentaire. L'idée n'est pas tant de remettre en question l'utilité des comptoirs alimentaires, mais plutôt de trouver des solutions et des outils autrement efficaces afin de permettre aux individus de se sortir de la pauvreté et de prendre en charge leur alimentation de façon durable. En effet, au fil des ans à Montréal comme ailleurs, de nombreuses initiatives collectives locales ont vu le jour dans le but d'outiller les individus de manière à lutter contre l'insécurité alimentaire des ménages pauvres (Rouffignat et al. 2002).

Les jardins collectifs comme outil de lutte contre l'insécurité alimentaire

Dans les articles scientifiques traitant de l'agriculture urbaine communautaire (AUC) à Montréal, les chercheurs évoquent la plupart du temps les mêmes objectifs positifs poursuivis par les organismes : l'éducation, la sécurité alimentaire, l'autonomie des participants, les loisirs, les interactions sociales, la mixité sociale, la santé physique et mentale, l'implication citoyenne, la lutte contre l'effet de serre et la culture biologique. Le Plan d'action gouvernemental de promotion de saines habitudes de vie et

de prévention des problèmes reliés au poids mentionne même que les jardins communautaires permettent d'accroître la disponibilité et l'accessibilité aux aliments sains auprès des populations économiquement défavorisées (MSSS 2006). La Ville de Montréal a inclus l'agriculture urbaine dans son premier Plan stratégique de développement durable de la communauté montréalaise 2007-2009 ainsi que dans son nouveau Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (Ville de Montréal 2006, 2009). Parfois, cela donne l'impression que l'agriculture urbaine possède toutes les vertus, cependant les moyens et outils d'évaluation des retombées de l'agriculture urbaine sont peu documentés et les recherches entreprises ne suffisent pas à mesurer la portée et la pertinence des enjeux économiques, environnementaux, sociaux, alimentaires, sanitaires, mais aussi urbanistique (Reyburn 2012, 3; Boulianne 2001).

Objectifs de la recherche

Nous avons tenté de comprendre de quelles manières les jardins collectifs chapeautés par des organismes communautaires permettent aux individus en situation de pauvreté de développer de l'autonomie alimentaire. Plus précisément, nous avons essayé de comprendre les retombées des jardins collectifs sur les habitudes alimentaires des participants démunis. La pauvreté s'accompagnant souvent d'insécurité alimentaire et d'une rupture du lien social, l'objectif était aussi de comprendre de quelles manières les jardins collectifs permettent d'outiller socialement les individus pris dans une telle situation. Ces questionnements évoquent notamment l'idée du rapport à l'espace et au milieu comme mécanisme de reconnaissance et d'appropriation permettant l'autonomie alimentaire ainsi que l'émancipation individuelle à travers la collectivité et l'implication communautaire locale.

Concepts mobilisés

Nous avons exploré les travaux de plusieurs chercheurs issus de domaines variés qui se sont intéressés aux concepts d'autonomie et d'empowerment, d'insécurité et de stratégies alimentaires, d'appauvrissement, de pauvreté et de capital social. Notre

hypothèse principale de recherche se rapproche de celle de Hamelin et Bolduc (2003). Selon ces derniers, les jardins collectifs interviendraient au niveau de l'autonomie alimentaire, faisant référence à la capacité des individus à prendre en charge leur alimentation de manière saine, responsable et autonome. À l'inverse, les individus pris dans une situation d'appauvrissement seraient obligés d'adopter des stratégies domestiques contraignantes afin de réduire les périodes d'insécurité (Planification, adaptation et privation). Les types de stratégies et choix alimentaires des individus dépendent grandement de plusieurs facteurs dont les événements et expériences de vie, les influences, le système alimentaire personnel et les comportements alimentaires (Sobal Bisogni 2009). Or, les individus se trouvant en situation d'insécurité alimentaire sont parfois pris dans une situation d'aliénation, qui les empêche de mobiliser les ressources nécessaires afin d'acquérir de nouvelles ressources, ce qui expliquerait leur faible présence dans les jardins (Rouffignat, Racine et Côté 1996). Par contre, pour des individus avec un niveau de capital social plus élevé, le milieu communautaire apparaît pour ceux-ci comme un potentiel leur permettant d'acquérir du capital social (Granovetter 1973). Ainsi nous adoptons la position de Rouffignat et al. (2002) qui étudient l'empowerment individuel et communautaire en tant que processus. Ce processus est le produit d'une démarche qui comprend quatre grandes dimensions, soit la participation, l'acquisition de compétences, l'estime de soi et la conscience critique. Pour Bourdieu (1980) à travers un système complexe d'échanges et d'interactions, l'individu a la possibilité de gagner du capital social sous plusieurs formes, qu'il soit culturel, économique ou symbolique. Notre questionnement porte donc à la fois sur l'apport alimentaire de l'expérience ainsi que sur l'aspect social de l'initiative communautaire en tant que champ d'opportunité et de ressource d'entraide.

Méthodologie

Afin de répondre à nos questionnements, nous avons choisi une démarche hypothético-déductive de type qualitative. La recherche implique trois outils de cueillettes, soit des observations, un questionnaire ainsi que des entretiens semi-dirigés auprès des jardiniers et des organisateurs. La collecte des données comprend quatre phases et s'étend sur la période débutant au printemps 2011 jusqu'à l'été 2012. Elle implique des

observations dans neuf projets de jardins, la distribution de 35 questionnaires, la conduite de 15 entretiens auprès des jardiniers, quatre entretiens auprès des coordonnateurs-animateurs et quatre entretiens auprès de programmeurs (Centraide, Ville de Montréal, Direction de la santé publique de Montréal, Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal-métropolitain). Parmi les 15 jardiniers interviewés, 11 d'entre eux possèdent un faible niveau de scolarité et un faible revenu (les démunis). Les quatre autres sont des individus à faible revenu possédant un niveau de scolarité élevé (les atypiques), nous permettant ainsi de comparer les bénéfices liés à un niveau d'éducation plus élevé.

Nous avons eu recours à différentes méthodes pour traiter l'ensemble des informations. Toutefois, nous avons porté davantage attention dans nos analyses aux informations issues des entretiens avec les jardiniers, qui ont fait l'objet de verbatims complets. Ceux-ci ont rigoureusement été traités à l'aide du logiciel NVivo. Cet outil nous a été d'un précieux usage, car il nous a permis de procéder par la suite, à une analyse de contenu thématique détaillée, une fois la réduction des données terminée (Blais et Martineau 2006). À travers le discours des jardiniers, nous avons identifiés des indicateurs et des dimensions en lien avec leur expérience personnelle de vie, leurs habitudes alimentaires, celles qu'ils attribuent au projet de jardin, leur réseaux sociaux ainsi le capital social acquis à travers l'expérience. Afin d'illustrer les occurrences dans les discours, nous avons configuré nos données sous forme de diagrammes à partir de matrices. Finalement, les informations issues des entretiens auprès des coordonnateurs et des programmeurs nous ont permis de mieux comprendre leur rôle et leur perception de la pratique et d'ainsi mieux décrire leur influence.

Résultats

À la lumière de nos analyses, nous constatons que la force des projets de jardins collectifs, c'est qu'ils possèdent à la fois une dimension sociale et une dimension conscientisante, qui sont indissociables. Afin de permettre aux individus de développer de l'autonomie alimentaire, il est absolument nécessaire de permettre à ceux-ci d'acquérir du capital social. Comme nous l'avons constaté dans quelques projets de jardins qui ont moins bien fonctionnés, certains individus n'ont pas développés autant

d'autonomie alimentaire que dans certains autres projets qui ont mis davantage d'emphase sur les bénéfices pour les individus. Pour plusieurs démunis, la participation au projet de jardin a été la meilleure chose qui leur soit arrivée dans les dernières années. Ce constat est intimement lié au sentiment de dignité éprouvé par les jardiniers à travers l'expérience en opposition aux sentiments de malaise et de tristesse liés à leurs difficultés actuelles ou antérieures. Ceci légitime en quelque sorte les actions des organismes communautaires et met en évidence l'importance pour ceux-ci, de multiplier les efforts afin de promouvoir leurs initiatives, peu connus du public. Toutefois, l'activité bien qu'appréciée globalement par les participants, apparaît comme particulièrement énergivore à cause de l'implication qu'elle demande. Ce constat est aussi partagé par les coordonnateurs et les programmeurs. Selon les démunis, les jardins collectifs possèdent une fonction d'apprentissage, de production, de divertissement et finalement de socialisation. Globalement, nous constatons que l'initiative a eu de plus grandes retombées chez les atypiques (faible revenu, scolarisation élevée) que chez les démunis (faible revenu, faible scolarisation) au niveau de l'autonomie alimentaire. Cela n'empêche pas qu'il y ait certains démunis pour qui la pratique a permis de se conscientiser davantage sur l'importance de manger sainement, d'acquérir du capital culinaire, leur permettant ainsi de varier leurs menus, même si ce n'était pas leur motivation première. Nous constatons aussi que les participants rencontrés sont pour la plupart débrouillards et sensibles à l'importance de bien manger, ce qu'ils n'attribuent pas nécessairement exclusivement au jardin. Nous constatons que l'initiative ne permet pas aux jardiniers démunis d'élargir leur réseau social individuel de façon durable, mais accroît toutefois leur niveau de capital social. L'initiative agit sur la valorisation individuelle, sur la dignité et leur permet de développer des habiletés à briser l'isolement. De plus, l'initiative offre l'opportunité à des individus aux statuts socio-économiques différents, de socialiser, d'interagir entre eux de façon ponctuelle et d'échanger leurs connaissances (interactions hétérophiles). Pendant l'instant d'un moment, les jardiniers, qu'ils soient pauvres ou plus aisés, sont sur le même pied d'égalité et ont la possibilité d'acquérir des connaissances à d'accéder à de nouvelles ressources. Le jardin collectif agit alors en tant que canal de communication et facilite les rapprochements. Plusieurs jardiniers ont acquis de la confiance personnelle, de

l'estime de soi et de la fierté, leur permettant ainsi de sortir du cercle vicieux de la défavorisation causé par un processus d'appauvrissement et de dévalorisation. La participation communautaire a permis à certains individus d'élargir leur réseau communautaire d'entraide et de s'y impliquer activement. Nous avons aussi constaté que certains participants se sont retrouvés dans des projets qui ne correspondaient pas nécessairement à leurs attentes personnelles, ce qui peut expliquer leur déception quant à leur expérience vécue, même s'ils s'y sont impliqués intensément. En effet, certains projets sont plutôt axés sur l'environnement tandis que d'autres davantage sur la sécurité alimentaire. L'animateur est ressorti comme étant un point culminant de l'expérience, qui influence grandement le niveau d'appréciation et d'appropriation chez les jardiniers. La communication entre les animateurs et les participants semble parfois défaillante et les outils de communication un peu archaïques. Plusieurs participants ont aussi fait part de leur déception après coup, de n'avoir pas été suffisamment informés des ressources alimentaires et communautaires du quartier. La capacité des animateurs à pouvoir mobiliser les jardiniers, de répondre à leurs questionnements en ce qui a trait aux plants, à leur utilisations concrètes dans la vie quotidienne et aux ressources communautaires, influencent leur appréciation et du même coup, le niveau de capital social acquis à travers l'expérience. Les jardiniers ayant participé à des projets qui ont moins bien fonctionné ressortent frustrés et ont l'impression d'avoir été utilisé simplement pour leur force de travail. Ceci confirme la théorie de Portes (1998) qui prétend que le capital social n'est pas nécessairement juste et bon, mais parfois injuste et négatif. Inversement, ceci confirme aussi le constat de Putnam (1999) qui affirme que les relations sociales agissent en tant que filet de sécurité procurant un bien-être à la fois physique et mentale. Ainsi, selon ce dernier, les individus ont l'occasion d'être plus productifs quand ils ont la chance de vivre ou de travailler dans une collectivité ou dans un organisme qui présente des caractéristiques élevées de participation, de confiance et de réciprocité. Toutefois, il reste que pour les programmeurs, les jardins apparaissent comme des initiatives qui ont des problèmes structurels et pour certains, des projets peu rentables qui rentrent difficilement dans les cases conventionnelles de financement.

Courte bibliographie

- Apostolidis, Thémis. 2006. « Représentations sociales et triangulation : Une application en psychologie sociale de la santé. » *Psicologia : Teoria e Pesquisa* 22 (2): 211-226.
- Bazeley, Pat. 2007. *Qualitative Data Analysis with NVivo*. London: SAGE Publications.
- Beeman, Jennifer, Jean Panet-Raymond, Sonia Racine, Johanne Rheault et Joël Rouffignat. 1997. « Les groupes d'aide alimentaire pour les personnes défavorisées : lieux de sociabilité ou de gestion de la pauvreté ? » *Cahiers de recherche sociologique* (29): 43-58.
- Blais, Mireille et Stéphane Martineau. 2006. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. » *Recherches qualitatives* 26 (2): 1-18.
- Boulianne, Manon. 2001. « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois : Empowerment des femmes ou «domestication de l'espace public». » *Anthropologie et Sociétés* 25 (1): 63-80.
<http://id.erudit.org/iderudit/000210ar>.
- Côté, Éleine, Sonia Racine et Joël Rouffignat. 1995. « Appauvrissement, aide alimentaire et organismes communautaires. De la compréhension à l'action. » *Service social* 44 (3): 95-114.
<http://id.erudit.org/iderudit/706708ar>.
- Bourdieu, P. 1980. « Le capital social : notes préliminaires. » *Actes de la recherche en sciences sociales* (31): 2-3.
- Granovetter, Mark S. 1973. « The Strength of Weak Ties. » *American Journal of Psychology* 78 (6): 1360-1380.
- Hamelin, Anne-Marie et Nathalie Bolduc. 2003. « La sécurité alimentaire à l'agenda politique québécois. » *Service social* 50 (1): 57-80. <http://id.erudit.org/iderudit/006919ar>.
- MSSS (Ministère de la santé et des services sociaux du Québec). 2006. *Investir pour l'avenir : Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids*. Gouvernement du Québec.

- Paillé, Pierre. 2007. « La recherche qualitative : une méthodologie de la proximité. » In *Problèmes sociaux. Tome 3. Théories et méthodologies de la recherche*, 409-443. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Portes, A. 1998. « Social Capital : It's Origins and Applications in Modern Sociology. » *Annual Review of Sociology* 24: 1-24.
- Putnam, Robert D. 1999. « Le déclin du capital social aux États-Unis. » *Lien social et Politiques* (41): 13-22.
- Reyburn, Stefan. 2012. « Les défis et les perspectives de l'agriculture urbaine. » *Environnement urbain* (6): 3-4.
- Riches, G. 2002. « Food banks and food security: Welfare reform, human rights and social policy. Lessons from Canada? » *Social Policy and Administration* 36 (6): 648-663.
<http://www.scopus.com/inward/record.url?eid=2-s2.0-0036906306&partnerID=40&md5=40ac1aba65d7fbbb24bec28ac2fca79f>.
- Rouffignat, Joël, Lise Dubois, Jean Panet-Raymond, Patricia Lamontagne, Sylvie Cameron et Manon Girard. 2002. *Agir pour la sécurité alimentaire : Soutenir des pratiques d'intervention favorisant le développement social*. Québec: Université Laval. Rapport de recherche.
- Rouffignat, Joël, Sonia Racine et Éline Côté. 1996. *Appauvrissement, aide alimentaire et organismes communautaires : de la compréhension à l'action : rapport de recherche*. Québec: Table de concertation sur la faim de Québec, Moisson Québec, Centre de recherche en aménagement et développement de l'Université Laval.
- Saldaña, Johnny M. 2011. *The Coding Manual for Qualitative Researchers*, 2nd Revised edition. Thousand Oaks, CA.: SAGE Publications.
- Simmel, Georg. [1903] 1998. *Les pauvres*. Paris: Quadrige/Puf.
- Ville de Montréal. 2006. *Premier plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise*. Direction de l'environnement. Plan d'action.
- — —. 2009. *Le plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*. Direction de l'environnement. Plan d'action.

